

L'essentiel

Le projet de taxation des multinationales qui est sur la table du gouvernement De Croo choisit l'option maximaliste: la taxation de toutes les entités faiblement imposées. Explications.

La Belgique choisit l'option XL pour taxer les multinationales

CHRISTINE SCHARFF

Dans le premier volet de la réforme fiscale proposée par le ministre des Finances Vincent Van Peteghem (CD&V), l'introduction d'un impôt minimum sur les multinationales doit rapporter beaucoup d'argent: 634 millions d'euros en 2024, 714 millions en 2025 et 748 millions en 2026, selon le tableau établi par le cabinet des Finances.

Une note discutée dans le cadre du contrôle budgétaire permet de comprendre pourquoi. La Belgique doit instaurer un impôt minimal de 15% à charge des multinationales dont le chiffre d'affaires dépasse 750 millions d'euros d'ici au 31 décembre 2023, suite à l'adoption de la directive traduisant dans le droit européen le pilier 2 de l'accord intervenu au niveau de l'OCDE. Objectif? Éviter que les multinationales ne transfèrent leurs bénéfices vers les paradis

fiscaux et ne jouent le nivellement par le bas en matière fiscale.

Une option, pas une obligation

La directive prévoit que si le taux effectif de taxation est inférieur à 15%, un impôt complémentaire peut être appliqué par les États membres. La règle principale, c'est celle de l'inclusion du revenu (IRR): cet impôt complémentaire s'applique à l'entité mère.

Mais les États membres ont aussi la possibilité d'introduire une autre règle, celle de l'impôt complémentaire national qualifié (QDMTT), pour qualified domestic minimum top-up tax), qui permet de mettre en place un impôt domestique sur toutes les filiales faiblement

imposées sur leur territoire. Et c'est cette option qui est sur la table du gouvernement.

«C'est une petite bombe: il s'agit d'une possibilité et non d'une obligation, et ce scénario n'était pas à l'ordre du jour il y a deux mois», commente Denis-Emmanuel Philippe, avocat fiscaliste chez Bloom.

Plus de sociétés taxées

Pour bien faire comprendre l'impact de ce choix, il prend l'exemple d'un groupe pharmaceutique qui aurait une entité mère allemande, mais une filiale belge qui fait de la R&D. «Grâce à la déduction pour revenus d'innovation, cette filiale bénéficie d'un taux d'imposition effectif de 4%. Selon la règle IRR, l'impôt complémentaire

pourrait être prélevé en Allemagne, via la société mère ultime, à hauteur de 11%. En adoptant la règle QDMTT, la Belgique aura le droit de réclamer cet impôt supplémentaire. Un choix logique, puisqu'il devrait permettre à la Belgique de taxer un plus grand nombre de sociétés, plutôt que de laisser ces entités se faire taxer via leurs sociétés mères, dans d'autres États membres.

Des recettes surestimées par le ministre?

Pour préserver la compétitivité des entreprises, des modifications sont toutefois prévues à l'impôt des sociétés, comme des règles de remboursement accélérées pour le crédit d'impôt pour la recherche et le développement.

Pour l'avocate fiscaliste Typhanie Afschrift, les recettes prévues par le ministre des Finances sont toutefois surestimées. «Grâce aux abattements et aux déductions, il existe des entités taxées à moins de 15% en Belgique, mais il s'agit d'exceptions. Et puis ce genre d'accords va pousser les États à s'aligner sur le taux de taxation de 15%, et in fine, il ne restera plus grand-chose à taxer pour la Belgique».

Elle en veut pour preuve la décision déjà prise en Suisse, où en cumulant l'impôt fédéral, l'impôt cantonal et l'impôt communal, dans certains cantons, on n'arrivait pas à 15%. «Un vote a décidé de changer cela. Les autres pays, y compris les paradis fiscaux, vont très vraisemblablement faire de même».

«C'est une petite bombe. Taxer toutes les filiales faiblement imposées sur le territoire n'était pas à l'ordre du jour il y a deux mois.»

DENIS-EMMANUEL PHILIPPE
AVOCAT CHEZ BLOOM



«Nous avons besoin d'un terrain de jeu égal avec les États-Unis», lance Ilham Kadri, la CEO de Solvay, dans le Financial Times. © BELGA

«Les États-Unis ont adopté une stratégie simple qui incite immédiatement les entreprises à investir tandis que l'UE propose un cadre politique qui manque d'éléments précis (...).»

ILHAM KADRI
CEO DE SOLVAY

Volkswagen, BMW et Enel font partie des grandes entreprises européennes susceptibles de revoir leurs plans d'investissement dans l'Union à la lumière de l'IRA américain. «Si mes clients quittent l'Europe, ce n'est pas bon pour nous», a encore déclaré Ilham Kadri.

«Il existe un environnement d'investissement incertain en Europe, qui doit être clarifié et corrigé très rapidement. Croyez-moi, si mes clients ne sont pas là, je ne vais pas dépenser un euro ici».

De son côté, Bélen Garjio a indiqué que si l'Europe se montrait sérieuse en matière de compétitivité, elle devrait «commencer à réduire les formalités administratives». «Permettre la compétitivité nécessite un changement fondamental de politique pour attirer et retenir les industries hautement innovantes.»

Réforme insuffisante du marché de l'énergie

Pour Marco Mensink, directeur de l'Association européenne du commerce des produits chimiques (Cefic), l'UE n'a pas compris l'attrait fondamental de l'accord vert américain.

«Ils ne financent pas la construction d'une usine. Ils financent le jour où vous commencez à fonctionner grâce à des allègements fiscaux, de sorte que vous réalisiez un profit», a-t-il déclaré. «Les États-Unis ont une analyse de rentabilisation et l'Europe fait une loi», a-t-il encore estimé, ajoutant: «Dans les discussions que nous avons avec les PDG, il est très clair qu'ils reconsidèrent tous leurs investissements pour l'Europe».

Préoccupations partagées par l'industrie du verre également, à en juger par les déclarations de Bertrand Cazes, secrétaire général de l'Association Glass for Europe, au FT. Les industries à forte intensité énergétique sont particulièrement frustrées par la réponse de l'Europe à l'IRA, a-t-il dit en substance. Les coûts énergétiques de la région étant nettement plus élevés qu'aux États-Unis, il fallait en faire davantage pour réformer le marché de l'énergie de l'UE.

«Les mesures proposées n'améliorent pas fondamentalement l'analyse de rentabilisation des investissements industriels à long terme, car elles manquent d'actions décisives pour faire face aux coûts de production élevés de l'Europe», a-t-il déclaré.

Ces commentaires interviennent alors que les organisations professionnelles à travers tous les pays membres mettent en garde contre l'érosion de la compétitivité de l'UE, conclut le FT.

Le coup de gueule des industriels: l'UE n'en fait pas assez face à l'IRA américain

Le règlement européen Net Zero ne suffira pas face à l'IRA américain, disent les patrons de Solvay, Merck et Dow dans des messages collectés par le Financial Times.

MICHEL LAUWERS

Trois grands industriels européens, dont la CEO de Solvay Ilham Kadri, et deux fédérations se montrent très critiques envers les efforts déployés par l'Union européenne (UE) pour décourager les entreprises à répondre aux sirènes américaines et transférer leurs investissements outre-Atlantique.

Interviewés par le Financial Times (FT), les CEO de Solvay, Merck et Dow soulignent avec un bel ensemble que le règlement sur l'industrie

net-zéro (Net Zero Industry Act) présenté la semaine dernière par la Commission européenne ne tiendra pas la comparaison avec le plan d'incitations et de subventions à la transition énergétique - l'Inflation Reduction Act (IRA) - lancé par le président Joe Biden l'an dernier aux États-Unis. En clair, il est urgent de faire plus et mieux, sous peine de voir la compétitivité du Vieux continent fondre face à celle des États-Unis: un message repris et amplifié par des fédérations de la chimie et du verre.

Un besoin de simplicité

«Les États-Unis ont adopté une stratégie simple qui incite immédiatement les entreprises à investir, tandis que l'UE propose un cadre politique qui manque d'éléments

précis et manque de raisons simples et claires pour que les entreprises investissent», a déclaré au FT Ilham Kadri, la CEO de Solvay, en marge de la présentation des résultats du groupe chimique lors de l'étape de son «road show» à Londres. «J'ai besoin de simplicité», a-t-elle ajouté. «Nous avons besoin d'un terrain de jeu égal avec les États-Unis. C'est ce qu'on appelle la compétitivité... et ce n'est pas en faveur de l'Europe aujourd'hui».

Toujours dans le FT, Bélen Garjio, la CEO du géant allemand de la biotechnologie et des matériaux Merck, a souligné que l'Europe «a un besoin urgent d'une politique industrielle globale qui permette un changement durable et fasse de ce changement un avantage concurrentiel». «La loi sur l'industrie du net zéro ne

résout pas ces problèmes», a-t-elle ajouté.

Neil Carr, directeur européen du groupe chimique... américain Dow, a aussi averti via le Financial Times que les incitations américaines rendaient l'investissement dans la décarbonisation de l'industrie européenne «sensiblement moins attractif» en comparaison.

Des plans d'investissement revus?

«La loi ignore l'importance cruciale de permettre l'investissement dans la décarbonation industrielle pour atteindre les objectifs climatiques de l'UE», a-t-il déclaré. Les «gros montants» des fonds de relance et de résilience devaient être rendus «beaucoup plus facilement et rapidement accessibles».